

SPIP 91

DELOCALISATION DES BUREAUX DU SIEGE DE LA SPIP 91

Adresse : Atelier Canopé 91, Place des Terrasses de l'Agora
91000 EVRY

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT 1 : Installation de chantier / Curage Démolition / Cloisons
Plaquisterie / Revêtement de sol souple / Faux plafond /
Peinture / Carrelage mural / Menuiseries intérieures

Maitre d'Ouvrage : **MINISTERE DE LA JUSTICE**
Direction Interrégionale des Services de Paris
3, avenue de la Division Leclerc
BP10 – 94267 FRESNES



Maitre d'œuvre : **SAS NEDELCOUX**
9, rue de la Pomme d'or
27930 GUICHAINVILLE
Tél : 09 82 40 52 80
Mail : cabinet.nedelcoux@orange.fr



PHASE : DCE	INDICE : B	ETABLI PAR : SAS NEDELCOUX	DATE : 07/08/2025
-------------	------------	----------------------------	-------------------

Table des matières

1- INSTALLATION DE CHANTIER	5
1.1 INSTALLATION DE CHANTIER : RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES	5
1.2 GENERALITES	6
1.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX	6
1.3.1 Constat d'état des lieux avant travaux.....	6
1.3.2 Cantonnement de la base de vie	6
1.3.3 Protections de chantier	7
1.3.4 Nettoyage quotidien du chantier	8
1.3.5 Panneau de chantier.....	8
1.3.6 Signalétique extérieure de chantier	8
2- CURAGE / DEMOLITION	10
2.1 GENERALITES	10
2.2 RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES.....	10
2.2.1 Sécurité.....	11
2.2.2 Amiante	12
2.2.3 Déchets.....	12
2.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX	13
2.3.1 Dispositions	13
2.4 TRAVAUX DE CURAGE ET DEMOLITION	14
2.5. EVACUATIONS ET REMISE EN DECHARGE – TRI SELECTIF.....	14
3- CLOISONS /PLAQUISTERIE	15
3.1 PLAQUISTERIE : RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES.....	15
3.2 DEFINITION DE L'OPERATION	15
3.3 CLOISONS EN PLAQUES DE PLATRE	15
3.3.1 Cloisons de 74/48 mm pour locaux classés EA.....	16
3.3.2 CLOISONS EN PLAQUES DE PLATRE CF	16
3.3.3 JOINTOIEMENT	16
3.4 CONTROLE ET RÉCEPTION DU CLOISONNEMENT.....	16
3.5 JOUES EN PLAQUE DE PLATRE	17
3.5.1 Joues en plaque de plâtre	17
4- REVETEMENTS DE SOL SOUPLE	18
4.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	18
4.1.1 Textes réglementaires.....	18

4.1.2 Supports	18
4.1.3 Étude du calepinage	18
4.1.4 Raccordements aux autres ouvrages.....	18
4.1.5 Coloris.....	19
4.2 EXECUTION DES SOLS SOUPLES.....	19
4.2.1 Mise en œuvre.....	19
4.2.2 Enduit de lissage.....	19
4.2.3 Revêtement de sol PVC	19
4.2.4 Protection des sols PVC	20
5- FAUX PLAFOND	21
5.1 FAUX PLAFOND PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	21
5.1.1 Rappel des principaux textes réglementaires	21
5.1.2 Généralités	21
5.1.3 Supports – Suspentes – Fixations	21
5.1.4 Reprise de faux-plafond.....	21
5.1.5 Plans d'exécution.....	22
5.1.6 Nettoyage	22
5.2 PLAFOND FIBRE MINERALE DEMONTABLE.....	22
5.2.1 Fourniture et pose nouvelles dalles 600*600	22
6 -PEINTURE	23
6.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	23
6.1.1 Documents réglementaires	23
6.1.2 Consistance des travaux	23
6.1.3 Produits utilisés	23
6.1.4 Mise en œuvre.....	24
6.2 TRAVAUX PREPARATOIRES	24
6.2.1 Préparation des supports existants	24
6.2.2 Préparation des supports neufs	25
6.3 PEINTURES INTERIEURES	25
6.3.1 Rappel des 3 types de finitions.....	25
6.3.2 Peinture murale.....	26
6.3.3 Peinture des bâtis et des portes à installer	26
6.3.4 Peinture des plafonds.....	26
6.3.5 Peinture tuyauteries cuivre et PVC apparents.....	27
6.3.6 Peinture au sol.....	27
7- CARRELAGE MURAL	28

7.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	28
7.1.1 Rappel des Principaux Textes Réglementaires	28
7.1.2 Consistance des travaux	28
7.1.3 Echantillons	28
7.2 CARRELAGE MURAL.....	28
7.2.1 Supports	29
7.2.2 Calepinage	29
7.2.3 Préparation du support	29
7.2.4 Faïence murale	29
8- MENUISERIES INTERIEURES.....	30
8.1- MENUISERIE ALU PVC/ SERRURERIE	30
8.1.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	30
8.1.2 CHASSIS VITRES	30
8.1.2.1 CHASSIS VITRES FIXES	30
8.2- MENUISERIE BOIS.....	32
8.2.1 GENERALITES	32
8.2.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES.....	34
8.2.3 BLOCS-PORTES.....	37
8.2.4 QUINCAILLERIE	39
8.2.5 PLINTHES BOIS.....	40
8.2.6 STORES INTÉRIEURS.....	41

1- INSTALLATION DE CHANTIER

1.1 INSTALLATION DE CHANTIER : RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

L'entreprise devra se conformer notamment aux prescriptions suivantes :

Décret n° 65-48 du 8 janvier 1965, modifiés par le décret n° 81 989 du 30 octobre 1981, par le décret n° 93-41 du 11 janvier 1993, par le décret n° 95 608 du 6 mai 1995, et par le décret n° 98 1084 du 2 décembre 1998, portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II : Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles.

Article R4224-5 modifié : renforce l'obligation du chef d'entreprise quant à l'organisation de la sécurité sur son chantier : les puits, trappes et ouvertures de descente, qui faisait précédemment l'objet de protection pour éviter les chutes, sont maintenant clôturés.

La loi du 31 décembre 1993 et ses décrets d'application n° 94 1159 du 26 décembre 1994 et n° 2003-68 du 24 janvier 2003 ont modifié les obligations du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre pour les opérations de bâtiment et de génie civil. Ils doivent notamment mettre en œuvre les principes généraux de prévention dès la phase de conception du projet.

Le but est de prévoir les risques résultants de leurs interventions simultanées ou successives et organiser, si besoin, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Principaux textes réglementaires généraux :

- Le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment le chapitre III du titre II du livre 1^{er}, article R 123.1 à 123.55.
- Le Code du Travail (dernière édition).
- Le Règlement Sanitaire Départemental.

Règles de sécurité :

Le décret « sécurité chantier » n° 94 1159 du 26 décembre 1994.

La directive du Conseil des Communautés Européennes du 24 juin 1992 relative aux prestations minimales de sécurité et de santé à mettre en œuvre sur les chantiers.

Le décret n° 92 332 du 31 mars 1992 (JO du 1^{er} avril 1992) Hygiène et sécurité sur les lieux de travail.

La loi « sécurité chantier » n° 93 1418 du 31 décembre 1993. *Liste non-exhaustive.*

1.2 GENERALITES

Le présent document a pour but de faire connaître le programme du Lot Installation de chantier. Il n'est pas limitatif.

En conséquence, l'Entrepreneur devra prévoir dans sa soumission tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le parfait et complet achèvement des ouvrages en ce qui concerne son lot, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission aux plans et aux devis descriptifs.

Son prix sera donc forfaitaire. De ce fait, toutes les incertitudes relatives aux documents du dossier de consultation devront être levées au stade de l'étude et aucune réclamation postérieure à la remise de la soumission ne sera admise.

Compte tenu de la consistance du lot, celui-ci sera attribué à une entreprise sélectionnée sur les autres lots du chantier.

Ces travaux comprennent :

- Un constat photographique des lieux et abords du chantier.
- Le cantonnement de la base vie.
- La zone bennes et déchargement-livraison.
- Les protections des abords du chantier, parties communes (hall, circulation, ascenseur, escaliers, etc.) et cheminements extérieurs
- La signalisation et le balisage.
- Le nettoyage de chantier et des abords.

1.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX

1.3.1 Constat d'état des lieux avant travaux

L'entrepreneur doit réaliser un constat d'état des lieux avant travaux en présence du MOE. Il comprendra un reportage photographique complet des locaux et des parties communes avant travaux.

1.3.2 Cantonnement de la base de vie

L'entreprise devra toutes les prestations relatives au cantonnement de la base de vie.

Elle sera chargée d'assurer et de prendre à sa charge l'entretien et la conservation de la Base de Vie, pendant toute la durée des travaux.

Cette base de vie est à installer à l'extérieur du bâtiment. Au niveau de l'esplanade Place des Terrasses de l'Agora, Évry-Courcouronnes.

La base de vie comprendra deux Bungalows et WC chimiques. L'un servant de vestiaire, l'autre de réfectoire.

A la charge de l'entreprise responsable du lot, l'aménagement à l'intérieur du bâtiment, d'un espace qui servira de bureau de chantier et salle de réunions.

La base de vie sera installée en conformité aux normes en vigueur prescrites par le Code du Travail.

En règle générale, le réfectoire, le vestiaire, les sanitaires et le bureau de chantier seront installés conformément au PPSPS des entreprises. Le coordinateur SPS désigné par le Maître d'Ouvrage aura un regard sur le plan d'installation de chantier ainsi que sur le PPSPS.

Nota :

A la charge du présent lot, le grutage des Bungalows lors de leur pose en phase installation de chantier et leur dépose et évacuation du site en fin de travaux. **Ce présent lot est également responsable de l'ensemble des démarches et formalités administratives requises pour le bon déroulement des opérations, notamment l'obtention des autorisations municipales liées à l'installation du chantier.**

1.3.3 Protections de chantier

D'une façon générale, toutes les mesures seront prises pour préserver les ouvrages conservés et éviter tous désordres sur les ouvrages existants.

L'entreprise en charge du présent lot restera responsable jusqu'à l'achèvement des travaux, de tous dégâts qui seraient occasionnés aux dits ouvrages faute de protection suffisante, en particulier les abords des locaux et des zones communes.

Également, l'entrepreneur du présent lot devra prévoir toutes les protections nécessaires à la sécurité des personnes travaillant sur le site et des ouvriers du chantier, pendant toute la durée des travaux, suivant les normes et règlements en vigueur.

Il devra, également, veiller à la sécurité des passants et des occupants de l'immeuble.

Conformément au planning, l'entrepreneur devra assurer la mise en place d'une fermeture provisoire du chantier durant le temps des travaux, avec portes fermant à clef.

Ces protections, de tout type, seront mises en place aux endroits et cheminements suivants :

- Protections au droit du cheminement extérieur permettant l'évacuation des déchets de chantier.
- Protections au droit de l'accès au chantier.
- Protections du hall principal pour l'accès des ouvriers au chantier.
- Protection des dégagements des issues de secours

Cantonnement et protection d'une zone de stockage sur le chantier avec panneau Isorel (zone à définir avec le maître d'œuvre suivant plan).

Protections de tous types : plaques d'Isorel mou (parois) et double polyane (sols) fixés par collage au sol, toutes fixations mécaniques dans le sol sera proscrit suivant le plan de prévention SPS. Obligation de remplacement en cas de détérioration.

L'entrepreneur devra y apposer autant de fois que nécessaire les mentions :

- « Chantier Interdit au Public »
- « Défense d'afficher - Loi du 20 Juillet 1881 »
- « Port du casque obligatoire »

- « Port des E.P.I obligatoire »

L'entrepreneur soumettra au Maître d'œuvre et au Maître de l'ouvrage le plan des protections de chantier, afin d'obtenir son autorisation.

L'entreprise sera chargée d'assurer et de prendre à sa charge l'entretien, le déplacement et la conservation des protections pendant toute la durée des travaux.

1.3.4 Nettoyage quotidien du chantier

L'entrepreneur devra, à ses frais, le nettoyage régulier pendant toute la durée du chantier.

Tous les frais d'entretien, y compris nettoyages journaliers, fournitures, consommables et autres seront pris en charge par l'entrepreneur du présent lot (hors consommation en eau, électricité).

1.3.5 Panneau de chantier

L'entrepreneur du présent lot devra la fourniture et la pose d'un panneau de chantier publicitaire à disposer à 1,50 du sol devant le bâtiment, à proximité de l'entrée principale.

La mise en peinture sera réalisée suivant la maquette fournie par le MOA.

Les informations suivantes seront incorporées sur le panneau :

- Dénomination de l'opération ;
- Dénomination du Maître d'ouvrage ;
- Dénomination du Maître d'œuvre ;
- Dénomination du Bureau de Contrôle ;
- Dénomination du Coordinateur
- Dénomination de toutes les entreprises ;
- De tous les renseignements, dessins, logos demandés par le Maître d'œuvre ; - Etc.

Y compris toutes sujétions de mise en place, scellement, contreventements, etc. Dépose et évacuation du panneau après la réception.

Localisation :

- **A proximité de l'entrée principale du bâtiment**

1.3.6 Signalétique extérieure de chantier

A la charge du présent lot la fourniture et pose d'une signalétique extérieure de chantier permettant de faciliter l'orientation des différents usagers dans le site. Une signalétique permettant d'identifier

clairement le cheminement au chantier depuis l'entrée au **centre commerciale Atelier Canopé 91, Place des Terrasses de l'Agora, Evry-Courcouronnes.**

Localisation :

- Se référer au plan installation de chantier du dossier graphique du Marché.

2- CURAGE / DEMOLITION

2.1 GENERALITES

Ce document a pour but de préciser la consistance des travaux du présent lot Curage / Démolition.

La localisation des ouvrages résulte des plans établis par le maître d'œuvre et le présent descriptif complétant, sans toutefois être exhaustif.

Le présent C.C.T.P a pour objet la description des travaux prévus pour la démolition et le curage des plateaux.

D'une façon générale, les travaux préparatoires à la démolition et au curage seront réalisés en amont par les lots techniques concernés, soit les lots Electricité CFA CFO, Plomberie et CVC.

Tous travaux touchant à la structure ou superstructure du bâtiment seront réalisés par le lot Maçonnerie.

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre toutes fournitures et façons nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages.

Il est réputé parfaitement connaître les lieux et avoir intégré dans son offre l'ensemble des contraintes liées au site.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de la totalité des lots constituant le C.C.T.P et ceci afin de déceler les incompatibilités éventuelles entre les différents ouvrages et être parfaitement renseigné sur l'ensemble des travaux. Les plans et C.C.T.P se complètent mutuellement.

L'entrepreneur doit remédier par ses connaissances techniques et pratiques à toute erreur ou omission qui aurait pu se glisser dans l'établissement du descriptif des travaux, en tenant compte que ceux-ci doivent être complétés et exécutés selon les règles de l'Art et les normes en vigueur.

L'hygiène et la sécurité du chantier seront assurées selon les dispositions du livre II, titre II du Code du Travail, en ce qui concerne les mesures de protections et de salubrité des travailleurs du bâtiment et les réglementations en vigueur (cf. PGCSPS).

2.2 RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

L'entreprise devra se conformer notamment tenir compte des stipulations, lois, décrets, ordonnances, circulaires, normes françaises et Européennes, etc. applicables aux travaux décrits dans le présent document, et en vigueur à la date de la remise des offres :

- Les réglementations locales concernant les démolitions, ou, à défaut, les instructions des Services publics concernés ; - Toutes les réglementations concernant la sécurité et la circulation sur les voies publiques ;
- Tous les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, à la protection de l'environnement, aux limitations des bruits de chantier, à l'émission des poussières, etc. ;

Décret N° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié par le décret n° 95-608 du 6 mai 1995. Code du travail.

Code de l'Urbanisme : Dispositions applicables aux démolitions.

L'Entrepreneur devra présenter la ou les qualification(s) requise(s), dont la validité recouvre la période d'exécution des travaux, spécifique(s) à la nature des prestations réalisées ou sous-traitées.

L'Entrepreneur devra notamment pouvoir présenter, notamment, les qualifications suivantes : QUALIBAT 1113 et pouvoir travailler dans un milieu amianté (compétence SS4).

2.2.1 Sécurité

Tous les ouvrages et installations doivent être établis conformément aux directives européennes, aux règlements nationaux et locaux et aux dispositions prescrites par l'inspection du travail, de manière à prévenir tout accident vis-à-vis des ouvriers, des tiers et des existants.

L'entreprise devra se conformer à la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et au décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 qui prévoit la mise en place d'un Plan Général de Coordination en matière de Santé et de Protection de la Santé, fourni par le Coordonnateur de sécurité.

Pendant la période de préparation des travaux, l'entreprise missionnée devra la rédaction de son PPSPS (Plan Particulier et de Protection de la Santé) qui sera soumis pour approbation au Coordonnateur de Sécurité et diffusé au Maître d'Œuvre, aux organismes de sécurité (Inspection du Travail, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics) et aux autres entreprises.

Les dispositions des décrets et textes d'application des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977, tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs, devront être strictement respectées.

Le Coordonnateur de sécurité procédera à des visites périodiques pendant toute la durée des travaux et consignera toutes les remarques et observations sur un Registre Journal de coordination ayant trait à la sécurité et à l'hygiène des travailleurs.

Le maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre et les entreprises seront informés expressément de ces remarques et observations périodiques. Les entreprises devront en tenir compte, y remédier et avoir en permanence sur le chantier une personne responsable de la sécurité et de la protection de la santé.

L'entreprise devra prévoir dans son offre, sauf prescription contraire au C.C.T.P., toutes les sujétions d'échafaudages nécessaires pour exécuter ses ouvrages.

Les prescriptions du P.G.C.S.P.S sont à appliquer sur le chantier.

La fourniture, le montage, la location, la dépose et le transport des échafaudages fixes ou volants et appareils de levage sont à la charge et sous la responsabilité de l'entrepreneur qui devra se conformer à la réglementation et aux normes les concernant et se référer aux indications contenues dans le PGCSPPS.

2.2.2 Amiante

2.2.2.1 Sous-section 4.1 – Travaux en présence d'amiante

Suite au repérage amiante avant travaux (RAAT) fourni, certaines zones du bâtiment concerné présentent des matériaux contenant de l'amiante.

L'entreprise devra prendre en compte les points suivants pour la bonne exécution des travaux :

- **Identification et périmètre**

Les matériaux amiantés identifiés dans le RAAT concernent notamment : flocages, dalles de sol, gaines techniques, colles de revêtement ou calorifugeages.

- **Organisation des travaux**

Aucun travail de retrait ou d'encapsulage d'amiante ne pourra être réalisé par l'entreprise si elle n'est pas certifiée (sous-section 3 du décret 2012-639).

L'intervention est classée en sous-section 4 (travaux sur matériaux non friables susceptibles d'émettre des fibres), l'entreprise doit :

- ✓ Disposer d'un personnel formé SS4.
- ✓ Mettre en œuvre un mode opératoire amiante validé en interne et transmis au moins 30 jours avant travaux à l'inspection du travail, CARSAT et médecine du travail.
- ✓ Utiliser les EPI adaptés (combinaisons, masques P3, gants...).
- ✓ Installer des dispositifs de confinement localisé, d'aspiration à la source, et un nettoyage rigoureux des zones concernées.
- **Dispositions techniques**
 - ✓ Respect des niveaux d'empoussièrement définis par la réglementation.
 - ✓ Réalisation de mesures d'empoussièrement si nécessaire.
 - ✓ Gestion, conditionnement, étiquetage, stockage et traçabilité des déchets amiantés, remis à un transporteur et une filière agréée.
 - ✓ Suivi des bordereaux de suivi des déchets (BSD).
- **Coordination et sécurité**
 - ✓ L'entreprise devra assurer la coordination avec le coordonnateur SPS, la maîtrise d'ouvrage et les autres corps d'état pour éviter toute exposition.
 - ✓ La zone de travail devra être signalée, isolée et interdite d'accès au personnel non concerné.
 - ✓ Un plan de prévention sera établi en cas d'interventions simultanées avec d'autres entreprises

2.2.3 Déchets

Loi n°75-633 du 15/07/1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux modifiée par la loi n°92646 du 13/07/1999 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Décret d'application n°93-140 du 3/02/1993 relatif aux plans d'élimination de déchets autres que les déchets ménagers et assimilés.

Décret n°540-202 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets

Décret n°2011-610 du 31 mai 2011 relatif au diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments.

Elimination des déchets Industriels spéciaux :

Décret n°77-974 du 19/08/1977 relatif aux informations à fournir au sujet des déchets générateurs de nuisances

Arrêté du 18/12/1993 modifié par celui du 10/02/1994 relatif aux décharges de classe I.

Décret n°96-1009 du 18/10/1996 relatif aux plans d'élimination de DIS, modifié par décret n°97-517 du 15 mai 1997.

Arrêté du 29/07/2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-365 du 30 mai 2005 modifié par arrêté du 16/02/2006. *Liste non limitative*

Transports - Transits - Prétraitement des déchets :

Décret n°98-679 du 30/07/1998 relatif au Transport par route, au négoce et au courtage de déchets.

Circulaire du 16/12/1998 relative à la mise en œuvre du décret n°98-679 du 30/07/1998

Arrêté du 17/12/1998 relatif au transport des marchandises dangereuses par route. *Liste non limitative*

2.3 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent document a pour but de faire connaître le programme du présent lot qui n'est pas limitatif.

L'Entrepreneur devra prévoir dans sa soumission tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le parfait et complet achèvement des ouvrages en ce qui concerne son lot, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour raison d'omission aux plans et aux devis descriptifs.

Son prix sera donc forfaitaire. De ce fait, toutes les incertitudes relatives aux documents du dossier de consultation devront être levées au stade de l'étude et aucune réclamation postérieure à la remise de la soumission ne sera admise.

2.3.1 Dispositions

L'entrepreneur devra se conformer à l'ensemble des dispositions et obligations en vigueur en matière de sécurité et de protection de la santé.

L'entreprise s'engage à réduire les nuisances liées à son activité sur ce chantier, et notamment pour la dégradation visuelle sur site, les nuisances sonores, l'émission de poussières, la gestion des déchets.

L'entreprise est responsable des dispositifs de lutte contre les incendies pendant toute la durée de son intervention.

2.4 TRAVAUX DE CURAGE ET DEMOLITION

Se référer aux plans de démolition annexés au Marché

Concerne-la :

- Dépose et évacuation de l'ensemble des cloisons repérées sur le plan de démolition, y compris blocs portes attenantes ;
- Dépose et évacuation des revêtements de sols souples (PVC) compris sous couche à gratter en totalité ;
- Dépose et évacuation de l'ensemble des faux plafonds ;
- Dépose et évacuation des habillage de parois selon plan projet y compris tout élément de fixation ;
- Dépose des mobiliers et stores existants
- Dépose des appareils terminaux (prises, commandes, BAES) et des gaines de ventilation
- Dépose et évacuation des radiateurs hydrauliques existants, y compris purge et déconnexion des alimentations aller/retour, bouchonnage provisoire des réseaux si nécessaire pour sécurisation, conformément aux prescriptions de sécurité en vigueur.

L'ensemble des radiateurs concernés est visible sur site et repéré sur les plans de démolition.

Cette intervention est incluse dans le périmètre du présent lot, en l'absence de lot fluide.

Nota :

La dépose des gaines de ventilation sera faite après la dépose de l'ensemble des faux plafonds à la charge du lot concerné, si besoin.

Consignation des réseaux électriques et repérage des terminaux à déposer à la charge du lot concerné. Coordination des lots à établir par le Moe en phase préparatoire de chantier.

Tout ce qui n'est pas implicitement décrit dans le présent CCTP et qui s'avère nécessaire pour une bonne fin des travaux sera déposé par l'entreprise responsable du lot après validation par le Moe.

Localisation :

- Dépose et démolition selon plan démolition dans Dossier Marché

2.5. EVACUATIONS ET REMISE EN DECHARGE – TRI SELECTIF

L'entrepreneur devra, à ses frais et pendant toute la durée de ses travaux de dépose, l'évacuation quotidienne des déchets et gravois, après tri-sélectif, en décharge spécialisée.

Même en cas de stockage temporaire sur les planchers existants, les gravois seront répartis sur l'ensemble des surfaces afin d'éviter toute surcharge ponctuelle.

L'entrepreneur du présent lot aura à sa charge l'enlèvement complet de tous les gravois provenant de ses travaux, y compris tous coltinages, chargements et enlèvements en décharges agréées, y compris tous droits y afférents.

Le coût de cette démarche sera pris en charge entièrement par le présent lot.

Nota :

Pas de Benne de chantier à prévoir. L'enlèvement et l'évacuation des déchets se fera au fur et à mesure de leur production. A la charge de l'entreprise de définir la fréquence des évacuations nécessaires au respect du planning d'exécution.

3- CLOISONS /PLAQUISTERIE

3.1 PLAQUISTERIE : RAPPEL DES PRINCIPAUX TEXTES REGLEMENTAIRES

D.T.U. 25.1 – Juillet 1975 - CC – CCS et Mémento pour enduits intérieurs en plâtre.

D.T.U 25.41 – Ouvrages en plaques de parement de plâtre (plaques à faces cartonnées).

D.T.U. 25.42 – Ouvrage des doublages et habillages en complexes et sandwichs plaques de parement en plâtre isolant. Normes Françaises.

3.2 DEFINITION DE L'OPERATION

Le présent lot comprendra :

- La construction du cloisonnement intérieur en plaques de plâtre des pièces et recoupement CF ;

L'entrepreneur devra fournir les plans EXE, les fiches techniques, etc. pour visa avant mise en œuvre.

3.3 CLOISONS EN PLAQUES DE PLATRE

Les cloisons seront en plaques de plâtre.

Le tracé au sol et les angles seront matérialisés avec un marqueur noir permanent.

Les ossatures métalliques sont constituées de rails et montants en acier galvanisé d'épaisseur normale 6/10e de 48 mm de largeur. Le type de fixation doit être adapté à la nature du support (pisto-scellement, clouage, chevillage, collage en continu, etc.).

- Les montants seront simples, l'entraxe des montants sera de 60 cm.
- Les parements seront doubles en plaques de 13mm standard ou coupe-feu.
- Les parements seront posés à 13 mm du sol et le vide comblé par un joint mastic.
- Les plaques à haute résistance au feu (de type Placoflam ou similaire) sont destinées à la réalisation de doublages lorsque la protection au feu assurée par les ouvrages en plaques standard est insuffisante.

- Les plaques acoustique (de type Placophonique ou similaire) permettent amélioration les performances d'isolation acoustique pour une même configuration de doublage par rapport à du standard.

3.3.1 Cloisons de 74/48 mm pour locaux classés EA

Réalisation de cloisons toute hauteur de plancher à plancher. Elles seront composées de :

- Une plaque de plâtre BA 13 standard ;
- Un isolant de 45mm en panneau de laine de verre roulée intégré dans l'ossature ;
- Une plaque de BA 13 standard ;

Les plaques seront vissées sur des ossatures de 48 mm de largeur espacées de 60 cm et les joints seront alternés d'un parement à l'autre. Les ossatures seront montées de plancher à plancher.

Les plaques ne seront pas en contact direct avec le sol brut, Prévoir une réservation de 13 mm

Localisation :

- **Se référer aux plans projets**

3.3.2 CLOISONS EN PLAQUES DE PLATRE CF

De type PLACOSTIL de chez PLACOPLATRE ou similaire, toute hauteur, constituée d'une ossature métallique en acier galvanisé d'épaisseur nominale 6/10e de 48 OU 70 mm de largeur, montants simples ou doubles et entraxe suivant hauteur.

Parement par une plaque de BA13 standard ou coupe-feu pour locaux classés EA.

- Mise en œuvre suivant DTU et avis technique en vigueur.
- Traitement des joints suivant recommandations du fabricant.
- Finition des parements par enduit plein, pour parements lisse prêt à peindre

Localisation :

- **Cf plans (locaux à risque + sas)**

3.3.3 JOINTOIEMENT

Les plaques à double parement seront posées de sorte que les joints seront alternés, jamais superposés. Les joints entre plaques seront réalisés :

- En partie courante, avec bandes type placoplâtre, enduites.
- Pour les angles saillants, protégés par bandes armées type placoplâtre, enduites.

3.4 CONTROLE ET RÉCEPTION DU CLOISONNEMENT

Planéité générale : une règle de 2 m appliquée à la surface de l'ouvrage et promenée en tous sens ne doit pas faire apparaître, entre le point le plus saillant et le point le plus en retrait, un écart supérieur à 5mm ;

Planéité locale : une règle de 0.20 m appliquée à la surface de l'ouvrage et déplacée en tous sens ne doit pas faire apparaître, entre le point le plus saillant et le point le plus en retrait, ni écart supérieur à 1mm, ni manque, ni changement de plan brutal entre plaques.

Verticalité : le faux-aplomb doit être inférieur à 5 mm sur une hauteur d'étage courante.

3.5 JOUES EN PLAQUE DE PLATRE

3.5.1 Joues en plaque de plâtre

Le faux plafond sera abaissé afin de permettre son encoffrement. Le rattrapage de hauteur du faux plafond projeté se fera par des joues en plaques de plâtre. L'altimétrie de ce dernier sera adaptée au cas par cas selon existant. Réalisation comprenant :

- Ossature porteuse par cornières périphériques métalliques ;
- Mise en place de plaques de plâtre de 13 mm d'épaisseur, compris fixation en pied et en tête de la joue dans l'ossature du faux plafond ;
- Compris talon en partie basse, tous détails de liaison et de réglage, découpes, joints, façon de cintrage, manutention, garnissages, calfeutrements, échafaudage ou platelage de travail, protections, nettoyage, tous détails et sujétions pour une parfaite et complète réalisation ;
- Compris toutes sujétions de réalisation et d'incorporation ;
- Réalisation suivant les règles de l'art ;
- Finition du parement prêt à peindre ;

Localisation :

**Circulation transversale en tant que cheminement du réseau primaire CVC L'ensemble du projet.
Là où c'est nécessaire.**

4- REVETEMENTS DE SOL SOUPLE

4.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

4.1.1 Textes réglementaires

D.T.U. n° 53.1 : CCT-CCS pour revêtement de sol textile.

D.T.U. n° 53.2 : CCT-CCS pour revêtement de sol plastique collé.

Les cahiers de prescriptions techniques du CSTB.

Exécution des enduits de lissage des sols intérieurs : cahier 1835 de mars 1983.

NF DTU 53.2 (avril 2018) – Mise en œuvre des revêtements de sols PVC collés

4.1.2 Supports

L'entrepreneur du présent lot devra procéder à la réception des supports devant recevoir les revêtements de sol.

L'entrepreneur du présent lot vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des DTU, règles professionnelles, et normes qui leur sont applicables.

Suivant le type de support, les tolérances de planéité d'ensemble ne devront pas dépasser 2 mm (5 mm pour les chapes rapportées et 10 mm pour les bétons surfacés à parement courant).

Les supports en béton ou mortier ne doivent pas, au moment de la pose des revêtements de sol, présenter une humidité excédant 3 % de la masse sèche.

En cas de support non conforme, l'entrepreneur du présent lot fera par écrit au maître d'œuvre, ses réserves et observations avec justification à l'appui.

4.1.3 Étude du calepinage

L'entrepreneur devra l'étude du calepinage et le soumettra au Maître d'œuvre avant exécution.

Les tracés et les alignements seront déterminés de manière à permettre une exécution avec un minimum de coupe. Les coupes inévitables devront toujours se faire en rive de revêtement.

Les revêtements seront posés suivant les prescriptions des fabricants en conformité avec le D.T.U.

Les colles employées devront être fournies ou agréées par le fabricant du revêtement de sol.

L'entrepreneur devra :

- Les études, plan d'appareillage et calepinage éventuel du revêtement ;
- La fourniture et l'application d'un enduit de lissage et de l'adhésif ;
- La fourniture et la pose des revêtements prévus et des accessoires ;
- La protection des revêtements posés jusqu'à la réception commune fin de chantier ;
- La livraison des revêtements dans un bon état de propreté, sans tâches de colle ;
- Le balayage et le nettoyage des revêtements et plinthes à l'issue de ses travaux ;
- L'enlèvement hors chantier de tous déchets et gravats résultants de ses travaux ;

4.1.4 Raccordements aux autres ouvrages

L'entrepreneur devra des raccordements parfaits avec les autres ouvrages.

Les travaux comprennent toutes sujétions pour coupes, découpes, raccords divers et les chutes.

4.1.5 Coloris

Au choix du Maître d'œuvre dans la gamme du fabricant.

4.2 EXECUTION DES SOLS SOUPLES

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence du revêtement de sol. Le présent lot aura toujours à exécuter avant toute pose de revêtement, une préparation du support par un enduit de lissage. Cet enduit sera réalisé après la fin de la pose des cloisons sèches en plaque de plâtre et selon les conditions précisées dans le DTU.

- Mise en service et circulation 24 heures après la pose.
- Mise en place du mobilier 48 heures après la pose.
- Protection du revêtement une fois la pose achevée.

4.2.1 Mise en œuvre

Pour la mise en œuvre, se référer à la fiche technique du fabricant selon le choix retenu.

Balayage et nettoyage des revêtements et plinthes à l'issue des travaux.

Enlèvement des traces de colle sur plinthes à la charge du présent lot.

4.2.2 Enduit de lissage

Les produits pour enduit de lissage devront être adaptés à la nature et à l'état du support d'une part, et à la nature et au type de revêtement de sol, d'autre part. L'enduit de lissage sera obligatoirement de classement P3 conforme au cahier du CSTB n° 1835 et bénéficiera d'un avis technique.

L'entrepreneur devra toujours mettre en œuvre la quantité d'enduit de lissage nécessaire pour satisfaire aux tolérances de planéité exigées, en partant du support qu'il aura accepté. Pour le ragréage P3, l'épaisseur de l'enduit sera de 3 mm minimum (4,5 kg/m²). Séchage et ponçage afin d'obtenir une surface parfaitement lisse.

4.2.3 Revêtement de sol PVC

Le matériau sera de classement UPEC U4P3 E2/3 C2.

Les teintes et décors devront correspondre à ceux de l'échantillon retenu par le Maître d'Ouvrage.

Dans un même local, les tons devront être uniformes et aucune différence de ton, si minime soit-elle, ne sera tolérée.

4.2.3.1 Linoléum en lès

Fourniture et pose de revêtement linoléum en lès de la marque GERFLOR ou équivalent techniquement et posé avec une colle adaptée au support compris nettoyage préalable, découpes et toutes sujétions nécessaires de mise en œuvre conformément aux prescriptions techniques du fabricant, DTU et normes en vigueur.

- Coloris : Au choix du MOA et du MOE parmi la gamme du fabricant ;
- Classement UPEC : U4P3E1/2C2 ;
- Affaiblissement acoustique : 6 dB ;
- Epaisseur totale : 2,50 mm ;
- Poids total : 3000 g/m² ;
- Résistance thermique : < 0.02 m² K/W ;

Localisation :

- Sur l'ensemble de la zone travaux selon plan projet.

4.2.3.2 Barres de seuil

Fourniture et pose de barre de seuil en aluminium, fixation par vis, chevilles et colle (y compris toutes découpes et sujétions).

Localisation :

- Au droit de toutes portes
- A inclure dans le prix unitaire

4.2.3.3 Profilés de raccordement entre sols

Fourniture et pose de profilés formant seuil de hauteur appropriée aux différents revêtements de sol.

4.2.4 Protection des sols PVC

Déroulement d'une protection de type bâche plastique DULYFIX d'épaisseur 1,3 mm composée d'une face plastifiée et d'une face inférieure auto-adhésive en rouleaux de 1.25 m, et enlèvement avant la réception commune.

Localisation :

- Au niveau de l'ensemble des surfaces traitées.

5- FAUX PLAFOND

5.1 FAUX PLAFOND PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

5.1.1 Rappel des principaux textes réglementaires

NF EN 13964 pour le marquage CE des plafonds suspendus, commercialisés en kit complet (ossatures et éléments d'habillage), définis par la norme harmonisée.

D.T.U. n° 58.1 de juillet 1993 - NF P68-203 - CCT et CCS pour les travaux de mise en œuvre des plafonds suspendus.

D.T.U. n° 25.232 de mai 1993 - NF P68-201 - Norme NF EN 14190 pour les plafonds suspendus en plaque de plâtre. Prescriptions des fabricants.

NF EN 13964. Système d'accrochage à la structure porteuse principale.

La norme NF DTU 58.1 introduit des spécifications pour tenir compte d'un risque de soulèvement du plafond (différence entre la masse surfacique du plafond et les valeurs de pression/dépression).

NF DTU 58.1 (juin 2019) – Plafonds suspendus à base d'éléments modulaires

NF EN 13964 + A1 (2021) – Plafonds suspendus : exigences et méthodes d'essai

5.1.2 Généralités

La prestation du présent lot comprend la fourniture et la pose des faux plafonds, avec tous travaux accessoires pouvant découler de leur mise en œuvre, ainsi que toutes sujétions de main d'œuvre et d'exécution, notamment livraison à pied d'œuvre, la pose à toute hauteur, le scellement, les échafaudages, la pose dans l'embaras des gaines et canalisations.

Toutes sujétions à prévoir pour les découpes de luminaires et bouches de ventilation encastrées.

5.1.3 Supports – Suspentes – Fixations

L'entrepreneur du présent lot devra livrer ses ouvrages dans un parfait état d'achèvement.

Il sera seul responsable de la planéité des faux plafonds après mise en œuvre des ouvrages incorporés.

Il devra tous systèmes de suspensions permettant un réglage fin et une stabilité maximale.

Les suspentes et les fixations des plafonds seront en matériaux de catégorie M0 sans être mécaniquement trop sollicitées ($< 20 \text{ N/mm}^2$ à froid).

Les fixations seront adaptées au support.

5.1.4 Reprise de faux-plafond

Le faux-plafond existant sera déposé dans sa totalité. Un nouveau faux plafond en dalles **600*600** sera mis en place une fois les nouvelles installations et gaines CVC installées.

5.1.5 Plans d'exécution

L'entrepreneur soumettra au maître d'œuvre, les dessins d'ensemble et de détails nécessaires à l'exécution des plafonds suspendus.

5.1.6 Nettoyage

L'entrepreneur devra le nettoyage fini pour la réception sans aucune tâche ou autre, notamment des nouvelles dalles.

5.2 PLAFOND FIBRE MINERALE DEMONTABLE

5.2.1 Fourniture et pose nouvelles dalles 600*600

Gamme Dito existant, calepinage selon nouvel aménagement. Se référer au plan DCE du lot correspondant. Fourniture et pose de profilés laqués blanc en lieu et place des anciennes cloisons. Pose suivant plans des nouvelles cloisons y compris porteurs et cornières de rives laquées blanc.

Faux plafond permettant l'encastrage des réseaux plomberie et CVC projetés.

Faux plafond incliné côté fenêtres :

En raison de la hauteur importante des fenêtres et afin de ne pas limiter la surface vitrée ni l'apport en lumière naturelle, le faux plafond suspendu devra être réalisé avec une inclinaison progressive côté fenêtres. Cette inclinaison permettra de conserver la visibilité et la luminosité tout en respectant les exigences techniques du plafond. La pente du plafond devra être définie en fonction des contraintes architecturales et validée en amont avec le maître d'œuvre.

Caractéristiques :

- Réaction au feu : Euro classe A2
- Résistance au feu : REI 30 selon la norme TS 13381
- Résistance à l'humidité : jusqu'à 100 % RH
- Réflexion à la lumière : 87%
- Résistance thermique : $R = 0.54 \text{ m}^2 \text{ K/W}$

Localisation : - Selon plan projet et coupe

6-PEINTURE

6.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

6.1.1 Documents réglementaires

- Travaux intérieurs neufs : NF P 74-201 et 2 (réf. DTU 59.1)
Travaux intérieurs d'entretien : NF P 74-201 et 2 (réf. DTU 59.1)
Pose de revêtements muraux : NF P 74-204-1 et 2 / NF P 74-205 (réf. DTU 59.4)
Travaux de décoration
Travaux de peinture sur sols : NF P 74-203 (réf. DTU 59.3)
Travaux extérieurs neufs : NF P 74-201 et 2 (réf. DTU 59.1) et NF P 74-202 (réf. DTU 59.2)
Travaux extérieurs d'entretien : NF P 74-201 et 2 (réf. DTU 59.1) et NF P 74-202 (réf. DTU 59.2)
Travaux d'imperméabilité : NF P 84-404-1, 2 et 3 (réf. DTU 42.1)

6.1.2 Consistance des travaux

Suivant le CCS - D.T.U. 59.1,

Ils comprennent :

- La reconnaissance des subjectiles telle qu'elle est définie à l'article 5 du Cahier des charges du D.T.U. 59.1 et au paragraphe 4.3.1 du CCS.
- La fourniture des produits propres à l'exécution des travaux.
- La fourniture de l'outillage du matériel d'exécution ainsi que les échelles et échafaudages.
- La mise en peinture des surfaces de référence et des éprouvettes mobiles façonnées par les autres corps d'état en conformité avec les prescriptions 6 du CCT - D.T.U. 59.1.
 - La qualité et l'aspect de finition, le degré de brillant, les coloris et les rechampissages prescrits dans les Documents particuliers du Marché.
 - Le nettoyage des salissures occasionnées par l'intervention du peintre.
 - L'emploi de produits de peinture de teintes vives et de couleurs fines.
 - Les applications comportant dans une même pièce plus d'une couleur ou aspect de finition. Le nettoyage général de mise en Service des locaux.

6.1.3 Produits utilisés

Tous les produits et peinture utilisés proviendront d'usine de réputation bien établie, l'entrepreneur de peinture étant seul responsable du choix des produits et des fournisseurs.

Produits prêts à l'emploi, admis à la marque NF ou agréés.

L'entrepreneur devra s'assurer que les produits conviennent parfaitement à l'emploi.

La qualité sera subordonnée à l'accord du maître d'œuvre sur notices et échantillons.

Tous les tons sont à la demande, ils seront soumis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre sur nuancier et surfaces témoins.

6.1.4 Mise en œuvre

Avant la date prévue pour commencer les travaux de peinture, l'entrepreneur procédera à un examen pour vérifier que les subjectiles sont conformes aux dispositions du marché.

Il avisera, par écrit, le maître d'œuvre qui, avant tout début d'exécution des travaux, décidera, après un examen contradictoire avec les corps d'état intéressés, de la mise en conformité éventuelle.

Protection des ouvrages non peints :

D'une façon générale, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions qui s'imposent pour assurer la protection des surfaces qui pourraient être souillées par les produits qu'il met en œuvre.

Nettoyage :

Les nettoyages du chantier en cours et en fin de travaux seront dus par l'entrepreneur.

Règles d'application :

Les processus d'application des produits de peinturage seront conformes aux spécifications d'emploi préconisées par le fabricant, sous réserve que l'aspect et la tenue de cette application soient conformes aux prescriptions particulières du Devis Descriptif.

Echafaudage :

La valeur des échafaudages et agrès ainsi que toutes les sujétions d'exécution en découlant, seront implicitement comprises dans la valeur des travaux de peinture.

Rechampissage :

Les rechampissages feront toujours partie intégrante du coût des travaux.

Echantillons - Surfaces témoins :

L'entrepreneur devra préparer, et sur l'indication du Maître d'œuvre, des échantillons en nombre suffisant qui permettront à ce dernier de fixer les teintes définitives.

L'entrepreneur réalisera à ses frais autant de surfaces témoins que de groupes de travaux différents et de produits utilisés.

Contrôle d'exécution et réception des travaux :

Suivant l'article 7 du CCS - D.T.U. 59.1.

La date de Réception étant celle commune à tous les corps d'état.

6.2 TRAVAUX PREPARATOIRES

Les travaux préparatoires seront conformes aux tableaux récapitulatifs du Cahier des charges D.T.U. 59.1, article 4, en fonction de la nature du subjectile et de la qualité de finition demandée compris détapissage sur les murs anciens.

6.2.1 Préparation des supports existants

Mise en place des protections nécessaires des sols, plafonds, ouvrages bois (menuiseries, etc.).

Lessivage et rinçage des anciens fonds sales ou gras.
Si nécessaire, dépose des papiers peints et revêtements muraux.
Assainissement des supports avec une solution aqueuse prête à l'emploi.
Rebouchage des trous et fissures avec un enduit de rebouchage et enduit de finition.
Application d'une couche d'impression opacifiante à base de résines mixtes, aspect mat velouté en phase aqueuse. Ponçage et époussetage.
Réalisation d'un joint acrylique au pourtour des huisseries de portes et trappes, en jonction avec le mur ou la cloison.

Localisation :

- Sur l'ensemble des parois existantes (murs côte façade + cloisons conservées)

6.2.2 Préparation des supports neufs

Mise en place des protections nécessaires des sols, plafonds, ouvrages bois (menuiseries, etc.).
Egrenage - Epoussetage.
Application d'une couche d'impression opacifiante à base de résines mixtes, aspect mat velouté en phase aqueuse.
Rebouchage à l'enduit à l'eau.
Ponçage - Epoussetage.
Réalisation d'un joint acrylique au pourtour des huisseries de portes et trappes, en jonction avec le mur ou la cloison.

Localisation :

- Sur l'ensemble des parois neuves (murs et cloisons en placo)

6.3 PEINTURES INTERIEURES

6.3.1 Rappel des 3 types de finitions

Finitions élémentaires (C)

1. Epoussetage
2. Impression isolante
3. Couche de finition

Finitions courantes (B)

- 1) Epoussetage
- 2) Impression isolante
- 3) Révision des joints
- 4) Enduit non repassé
- 5) Ponçage et époussetage
- 6) Couche intermédiaire
- 7) Couche de finition.

Finitions soignées (A)

- 1) Epoussetage
- 2) Impression isolante
- 3) Rebouchage
- 4) Révision des joints
- 5) Enduit repassé
- 6) Ponçage et époussetage
- 7) Couche intermédiaire
- 8) Révision
- 9) Couche de finition

6.3.2 Peinture murale

Finition A.

Fourniture et pose d'une couche primaire d'impression, appliquée au rouleau.

Impression, rebouchage, enduit repassé aspect lisse, ponçage et époussetage, deux couches de peinture acrylique au choix du maître d'ouvrage.

Y compris boiseries, plinthes et toutes sujétions.

Coloris au choix du maître d'ouvrage.

Ne pas oublier de peindre les bâtis supports de fenêtres existantes.

Localisation :

- **Concerne l'ensemble de la zone travaux. Localisation selon plan projet.**

6.3.3 Peinture des bâtis et des portes à installer

Brossage, impression, enduit repassé des huisseries, rebouchage, ponçage à sec, deux couches de peinture alkyde satinée brillante, aspect lisse tendu, coloris au choix du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

Localisation :

- **Se référer au plan DCE du lot correspondant**

6.3.4 Peinture des plafonds

Finition A.

Peinture COV < 2 g/l.

Impression, rebouchage, enduit repassé aspect lisse, ponçage et époussetage, deux couches de peinture mate au choix du maître d'ouvrage.

Localisation : - Sur l'ensemble des plafonds projetés

6.3.5 Peinture tuyauteries cuivre et PVC apparents

Brossage, grattage, époussetage, une couche primaire adaptée à la nature du tuyau, une couche intermédiaire en laque alkyde, une couche de finition en laque alkyde spéciale pour corps chauds. Coloris au choix du maître d'ouvrage.

Localisation :

- Sur l'ensemble des tuyauteries existantes dans le projet

6.3.6 Peinture au sol

L'entrepreneur aura à sa charge la mise en place d'une résine de sol (Peinture en dispersion aqueuse, classe Afnor NF T 36.005 Famille 1, classe 6b)

Mise en œuvre des travaux de peinture suivants :

- Application de deux couches de peinture époxydique semi brillante en phase aqueuse, anti poussière et antidérapante.

Mise en œuvre suivant agrément et avis technique du produit et conformément au DTU 59.1

Localisation : Dans local fournitures, local ménage, local informatique et archives.

7- CARRELAGE MURAL

7.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

7.1.1 Rappel des Principaux Textes Réglementaires

Les travaux seront exécutés conformément aux :

- D.T.U. n° 52.1 - pour revêtements de sol scellés - Cahier des Clauses Techniques et Cahier des Clauses Spéciales.
- D.T.U. n° 55 - pour revêtements muraux scellés - Cahier des Charges.
- Les Cahiers des Prescriptions Techniques du CSTB pour l'exécution de revêtements collés au sol et sur murs.
- Cahier 2478 de Mars 1991 pour revêtements de sol.
- Cahier 2235 d'Avril 1988 et Avenants pour revêtements muraux intérieurs.
- Les prescriptions des fournisseurs.
- Les Normes Françaises homologuées.

7.1.2 Consistance des travaux

Les travaux de carrelage comprennent :

- La fourniture et la pose des revêtements prévus au Descriptif.
- Les études, plan d'appareillage et tracés, à soumettre au Maître d'œuvre.
- Les dispositifs d'interdiction d'accès des pièces pendant la durée des travaux de revêtement et les délais de protection.
- Le balayage et le nettoyage des revêtements.
- La protection des revêtements.
- L'enlèvement hors chantier de tous les déchets et gravats résultant des travaux de carrelage.
- DOE

7.1.3 Echantillons

Sur simple demande du Maître d'œuvre, les échantillons seront présentés pour effectuer les choix. Les coloris et décors seront choisis dans la gamme complète du fabricant et le maître d'œuvre pourra en retenir plusieurs sans supplément de prix.

Les matériaux seront livrés sur le chantier en emballage indiquant leur dénomination commerciale exacte ainsi que le nom et l'adresse du fabricant.

Pour chacun des revêtements il sera demandé le classement UPEC, l'indice ALPHA et la réaction au feu.

7.2 CARRELAGE MURAL

7.2.1 Supports

L'entrepreneur du présent lot devra procéder à la réception des supports devant recevoir les revêtements muraux.

Pour cette réception, l'entrepreneur du présent lot vérifiera que les supports répondent bien aux exigences des DTU, règles professionnelles et autres.

Cette réception sera faite en présence du maître d'œuvre, de l'entrepreneur ayant réalisé les supports et de l'entrepreneur du présent lot.

7.2.2 Calepinage

Dans le cas de calepinage, l'entrepreneur devra examiner le dessin de calepinage qui lui aura été remis par le Maître d'œuvre. En cas d'observations de sa part, l'entrepreneur les fera par écrit au Maître d'œuvre. Une mise au point sera alors effectuée par le Maître d'œuvre en accord avec l'entrepreneur.

L'exécution devra être réalisée avec la plus grande exactitude.

7.2.3 Préparation du support

Avant tout commencement de travaux, le présent lot aura à effectuer un nettoyage parfait du support, pour obtenir une surface débarrassée de tout ce qui pourrait nuire à la bonne adhérence des supports à réaliser.

Pour les revêtements en carrelage collé, le présent lot aura toujours à exécuter, avant toute pose du revêtement, une préparation du support par un enduit de ragréage ou enduit de peintre selon l'état de surface.

Exécution d'un enduit de lissage de type P3 en fonction du classement UPEC du local.

7.2.4 Faïence murale

Fourniture et pose par l'entrepreneur titulaire du présent lot, d'un revêtement mural en carreaux de faïence de dimensions 20 x 20 cm.

Caractéristiques techniques :

- Dimensions, Modèle, Aspect : comme l'identique ;

Localisation : - WC existant (faïence manquante à remplacer) + au-dessus évier autonome dans espace détente

8- MENUISERIES INTERIEURES

8.1- MENUISERIE ALU PVC/ SERRURERIE

8.1.1 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

- D.T.U. n° 37.1 – CC et CCS pour travaux de menuiserie métallique.
- NF DTU 39 P1-4 de 2020– CCT et CCS pour travaux de miroiterie – vitrerie.
- Règles professionnelles du SNFA.
- Règles professionnelles du SNFS.
- Normes Françaises, principalement NF P24-301, spécifications techniques des fenêtres, portes fenêtres et châssis fixes métalliques et NF P 96-101 & 102 (accessibilité portes).
- RE 2020 : a pour objectif de limiter la consommation d'énergie primaire.

8.1.2 CHASSIS VITRES

8.1.2.1 CHASSIS VITRES FIXES

Réalisation et pose de châssis vitrés fixes avec cadre en profilés aluminium. La partie vitrée sera en double vitrage avec retardateur d'effraction de type STADIP PROTECT P5A ; Les profilés aluminium : EN AW-6060-T5 [AlMgSi] selon les normes EN 573 et EN 755 ; Coloris standards des profilés (coloris blanc RAL 9010 ou équivalent) ; Isolation acoustique (double vitrage) : $R_w = 43$ dB / $R_a = 42$ dB ;

Dimensions : 1500mm * 1100 mm (ht) ; 2000mm * 1100mm (ht) ; 500mm * 2100mm (ht)

- Huisserie en aluminium (dimension : cf détails) ;
- Vitrage avec retardateur d'effraction de type STADIP PROTECT P5A ;

Localisation :

- sas d'entrée et box de réunion et baies vitrées toute hauteur dans les bureaux

8.1.2.2 GACHES ELECTRIQUES

Type : gâche électrique encastrée conforme EN 14846, boîtier inox, réglage rattrapage ≥ 3 mm.

Fonction :

Portes du sas : fail-safe (déverrouillée hors tension).

Porte escalier de secours : fail-secure (verrouillée hors tension).

Résistance mécanique $\geq 3\,000$ N.

Dimensions d'usinage : gabarit fabricant à fournir au menuisier ; contre-plaque et visserie inox livrées avec la gâche.

Pose : par le présent lot après mise en place des blocs-portes ; fixation mécanique, réglages, essais mécaniques.

Réservations : fourreau Ø 20 mm laissé vide jusqu'à l'hubriserie (câble tiré par Lot Électricité).

Câblage, alimentation 12/24 V, raccordement SSI et badge : à la charge du Lot Électricité – courants faibles.

PV et fiche technique à remettre au DOE.

Localisation : les deux portes du SAS et la porte de l'escalier de secours

8.1.2.3 BANDEAUX VENTOUSES

Type : bandeau ventouse aluminium anodisé, effort de retenue ≥ 300 daN ($\geq 3\,000$ N), conforme EN 13637.

Modèle : profil affleurant pour hubriserie bois ou métal, livré avec contre-plaque blindée et visserie inox.

Portes concernées :

Les deux portes du sas d'entrée (contrôle d'accès)

La porte d'escalier de secours (déverrouillage incendie)

Pose : par le présent lot après installation des blocs-portes ; perçages, ajustage et fixation mécanique inclus.

Réservations / passage de câbles : fourreau Ø 20 mm laissé vide jusqu'au bandeau (tirage câble par Lot Électricité).

Alimentation 12/24 V, raccordement badge et relais SSI : Lot Électricité – courants faibles.

Essai mécanique d'alignement et de maintien effectué par le présent lot avant réception.

Fiche technique + PV effort à remettre au DOE.

Localisation : les deux portes du SAS et la porte de l'escalier de secours

8.1.2.4 PORTIQUE DE SECURITE

Le choix du matériel se doit de satisfaire les Standards de Sûreté Internationaux les plus stricts, en maintenant un flux de passage élevé et un pourcentage minimal d'alarmes dues aux objets métalliques personnels (boutons de pantalons, etc.) Fabrication électronique et mécanique fiable et robuste, installation aisée, étalonnage avec remise à zéro automatique et immunité très élevée aux interférences mécaniques et électriques sont les principales caractéristiques de ce dispositif.

- Certifié DGAC-STAC.
- Entièrement conforme aux nouvelles exigences de sûreté pour les armes à feu et les armes non conventionnelles.

Localisation :

- SAS de l'entrée

8.2- MENUISERIE BOIS

8.2.1 GENERALITES

Les travaux seront exécutés conformément :

- aux règles de l'art et aux prescriptions NF DTU en vigueur
- aux Normes françaises et européennes citées ci-après
- aux Avis techniques ou ETE du CSTB pour procédés non couverts par un DTU
- aux prescriptions du Bureau de contrôle et du PGC-SPS.

8.2.1.1 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les caractéristiques des ouvrages et matériaux, les conditions de mise en œuvre devront être conformes à tous les règlements en vigueur à la date d'exécution des travaux et aux documents cités ci-après, qui, bien que non reproduits, sont réputés parfaitement connus de l'entrepreneur.

Il s'agit entre autres de :

- NF DTU 36.1 – août 2018 (Portes & huisseries intérieures)
- NF DTU 57.1 (Cloisons / doublages bois)
- EN 14351-2 (Performances portes intérieures)
- EN 13501-2 – PV EI 30 fournis au DOE (Classement résistance au feu portes)
- EN ISO 140-3 / EN ISO 717-1 (Isolation acoustique)
- EN 12600 – classe 2B2 min (Vitrages sécurité)
- Arrêté 20 avril 2017 (Accessibilité portes $\geq 0,90$ m, manœuvre < 50 N)
- Émissions COV Décret 2011-321 – étiquette A+
- Traçabilité bois FSC® / PEFC™ ≥ 70 % de la masse bois

8.2.1.2 ETUDE ET DOCUMENTS TECHNIQUES

La mission confiée au maître d'œuvre par le maître d'ouvrage est une « mission de base » sans étude d'exécution. Les études sont à la charge de l'entreprise.

8.2.1.3 TRAVAUX INCLUS DANS L'OFFRE

A titre indicatif, les travaux du présent lot comprennent :

- Approche, manutention et protections de chantier.

- Plans de détail, calepinages et fiches produits validés MOE/BCT.
- Vérification des cotes sur site, percements, scellements, calfeutrements.
- Évacuation et tri sélectif des déchets (5 flux) avec traçabilité.
- Nettoyage et protection des ouvrages jusqu'à la réception.

8.2.1.4 CONSERVATION DES OUVRAGES

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait qu'il ne sera pas prévu de poste de gardiennage dans le présent marché et, qu'en conséquence, les entreprises assureront elles-mêmes la surveillance et la protection des ouvrages (films, cornières, verrouillages provisoires) dont elles sont responsables jusqu'à leurs réceptions par le maître d'ouvrage.

8.2.1.5 RESPONSABILITES ET GARANTIES DE L'ENTREPRISE

Au sens des articles 1792 et 2270 du code civil, les entrepreneurs des présents lots resteront civilement responsables de la solidité et de la stabilité de leurs ouvrages.

L'entrepreneur devra veiller à la bonne conservation de ses ouvrages, en prenant toutes les précautions pour prévenir ou, éventuellement, réparer les dégâts provoqués par d'autres entreprises, et ce, jusqu'à la réception des travaux de tous les corps d'état.

Dans le cas de non-conformité des ouvrages aux prescriptions, il pourra être demandé à l'entrepreneur, et à ses frais, soit l'exécution de tous travaux complémentaires indispensables, soit les démolitions et reconstructions (partielles ou totales) de ses ouvrages.

Les garanties de bonne exécution seront constituées par :

L'obligation de faire, pendant la période de garantie, la remise en œuvre de tout ou partie des ouvrages détériorés suite à des causes directes ou indirectes. Cette remise en état pourra consister en la réparation ou le remplacement, l'obligation de maintenir, pendant la période de garantie, le bon fonctionnement de tous les ouvrages soumis, par ailleurs, à un entretien normal.

Cette garantie devra être couverte par une police individuelle de base ou décennale entrepreneur ou artisan.

8.2.1.6 SECURITE DES BIENS ET DES PERSONNES

L'entrepreneur du présent lot accordera une vigilance particulière à la sécurité des personnes et des biens situés aux abords et dans l'enceinte du chantier.

A l'appui des dispositions communes à l'ensemble des lots, il est fait mention que :

- Le chantier devra rester clos en permanence ;
- Le chantier devra être interdit au public ;

L'entretien et la conservation pendant toute la durée du chantier, des dispositifs de protection des personnes est sous la responsabilité de l'entrepreneur du présent lot ainsi que la signalisation des parcours destinés aux usagers des abords immédiats du chantier.

Le stockage des matériaux, outils et engins est interdit à l'extérieur de l'enceinte du chantier.

8.2.1.7 HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER

L'entrepreneur du présent lot devra vis à vis de l'ensemble des interventions tout corps d'état, le respect des dispositions générales prévues au CCTP.

Il devra, en outre, prendre connaissance du P.G.C annexé à la consultation et rendre à l'appui de son offre son propre P.P.S.P.S selon modèle annexé au présent dossier.

8.2.1.8 PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES

- Bois, panneaux et stratifiés étiquette A+ (formaldéhyde E1).
- Fourniture des FDES/EPD pour calcul RE 2020.
- Tri 5 flux minimum, évacuation filière agréée, bordereaux BSD à remettre au DOE.

8.2.2 PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

8.2.2.1 QUALITE DES MATERIAUX

8.2.2.1.1 BOIS MASSIF

- Essence de 1^{er} choix, certifiée FSC® / PEFC™ ≥ 70 %.
- Teneur en humidité 8–12 %.
- Traitement de préservation classe de service 2 (selon EN 335).
- Surfaces apparentes : ponçage grain 120 min. et impression blanche (ou stratifié décoratif, option).
- Aucun rebouchage de nœuds ou fentes visibles ; pâte à bois interdite.

8.2.2.1.2 PANNEAUX DE PARTICULES

Type	Exigence	Réf.	Emission COV
CTBH	Panneau particules hydro NF CTB-H	EN 312 type P3	Étiquette A+ – formaldéhyde E1
MDF	MDF haute densité	EN 622-5	A+ / E1
Méla miné	Classe 32, décor MOE validé	EN 14322	A+

Type	Exigence	Réf.	Emission COV
Stratifié HPL	Ép. 0,8 mm, classe 32	EN 438	A+

- Tout placage ou stratifié sur les deux faces pour stabilité.
- Placages chants coordonnés, rayon min. 2 mm.
- Quincaillerie et ferrures : acier ou zamak anticorrosion catégorie 3 – non apparents en parement.

8.2.2.1.3 HUISSERIES ET BATIS BOIS

Les parements visibles seront affleurés et poncés, les rives seront droites et sans épaufrures. Il est interdit de dissimuler les défauts d'assemblage ou ceux du bois, notamment au moyen de cales ou de mastic.

Les vis et les clous de fixation seront enfoncés pour permettre le rebouchage par le peintre. Les parties démontables seront maintenues par des vis à cuvette.

8.2.2.1.4 PORTES INTERIEURES

Type	Âme	Performance	Finition
Standard	Pleine aggloméré 40 mm	Rw ≥ 33 dB	Stratifié HPL ou 2 couches laque PU
EI 30	Panneau particules densifié + renforts	PV EI 30 (EN 1634-1)	Idem standard

Les portes intérieures seront conformes aux spécifications des normes NF.

Le passage utile devra être ≥ 830 mm – béquille L 100 mm avec manœuvre < 50 N.

Les Portes EI 30 livrées avec joints intumescents et seuil automatique Sa/S200.

Les portes intérieures devront répondre au degré d'isolement au feu requis par le bureau de contrôle.

Les procès-verbaux d'isolement au feu ainsi que les attestations de pose devront être fournis par l'entrepreneur.

8.2.2.2 REGLES DE MISE EN ŒUVRE

8.2.2.2.1 APPROVISIONNEMENT ET STOCKAGE

Le déchargement et la manutention des éléments de menuiserie s'effectueront dans les meilleures conditions pour éviter :

- Toute déformation permanente qui nuirait au bon fonctionnement des parties mobiles ;
- Toute dégradation affectant la résistance à la corrosion du matériau et l'aspect des ouvrages ;

8.2.2.2.2 POSE

Les menuiseries ne seront mises en place qu'une fois les cloisons achevées et les sols suffisamment avancés, de manière à éviter tout déplacement ou déformation ultérieurs.

Les huisseries seront calées au moyen de cales bois traitées puis scellées à la mousse polyuréthane ignifugée afin de garantir la continuité coupe-feu éventuelle.

Les angles de bâtis et de portes seront protégés, dès la pose, par baguettes PVC ou cornières carton pour prévenir les chocs pendant la durée du chantier.

8.2.2.2.3 APLOMB

Chaque huisserie sera posée parfaitement d'aplomb et de niveau : l'écart admissible ne devra pas dépasser 2 mm par mètre en vertical comme en horizontal, avec un maximum de 3 mm sur une règle de deux mètres.

Lorsque les portes auront été installées avant la finition des revêtements de sol, l'entreprise procédera, en fin de chantier, aux rabotages ou réglages nécessaires afin d'obtenir un jeu régulier de 10 à 20 mm sous vantail par rapport au sol fini.

Dans le cas d'un support hors aplomb, les crémaillères des placards seront calées de façon à maintenir un écartement constant sur toute la hauteur.

8.2.2.2.4 PROTOTYPES ET ECHANTILLONS

Avant tout lancement en fabrication, l'entrepreneur fournira au maître d'œuvre, au bureau de contrôle et au maître d'ouvrage un jeu d'échantillons : un panneau stratifié de 300 × 300 mm avec chant coordonné, une section d'huisserie, ainsi qu'un exemplaire des quincailleries prévues (paumelles, béquille, ferme-porte).

Ces prototypes permettront de valider définitivement l'aspect, les performances et la conformité aux prescriptions techniques.

8.2.2.3 TOLERANCES DE POSE

8.2.2.3.1 TOLERANCE DE POSE DES HUISSERIES

Les défauts de rectitude et d'aplomb des poteaux d'huisseries ou bâtis, tant sur le plan de la porte ou de l'élément de fermeture, que sur les plans verticaux perpendiculaires, ne doivent pas entraîner un écart de 2 mm sous réserve que le parallélisme des poteaux soit respecté en tout point, à 2 mm près, sur tous les plans.

Les défauts de rectitude et de niveau de la traverse ne doivent pas excéder 2 mm pour le premier mètre et, sous un maximum de 4 mm, 1 mm par mètre supplémentaire.

La planéité des parements visibles ne devra, quant à elle, pas excéder 3 mm mesurés sous une règle de deux mètres.

8.2.2.3.2 TOLERANCE DE JEU DES OUVRANTS

L'entreprise devra, à ses frais, donner aux ouvrages de menuiserie les jeux, retouches, manipulations nécessaires à un parfait fonctionnement durant toute la période de garantie, et notamment après l'exécution des peintures.

Durant la période de garantie, tous les éléments de quincaillerie reconnus défectueux seront remplacés par l'entreprise, à ses frais.

Quelle que soit la position d'ouverture, le jeu admissible sous les portes intérieures planes devra être compris entre 10 et 20 mm par rapport au sol fini.

Les travaux de menuiserie bois seront ceux énumérés dans les DTU.

Les caractéristiques des matières constitutives seront celles indiquées dans le DTU 36.1 et devront être conformes aux dispositions prévues dans les normes françaises, tant en ce qui concerne les matériaux que leur protection (voir DTU).

Les ensembles fabriqués (type, dimensions, tolérances, modes d'assemblage etc.) devront être conformes aux normes françaises et aux prescriptions du DTU.

Les produits devront également répondre aux prescriptions techniques de la marque NF-CTB. Les produits, en fonction de leur destination, devront être conformes aux exigences réglementaires de comportement au feu, d'isolation acoustique, d'isolation thermique de résistance à l'effraction.

Ces portes devront être conformes aux prescriptions techniques correspondant au certificat de qualité CTB.

8.2.2.3.3 CALFEUTREMENT

Pour assurer l'étanchéité et la tenue au feu, les jonctions entre menuiseries et cloisons seront comblées par une mousse polyuréthane coupe-feu d'un classement au moins équivalent à celui de la paroi (par exemple EI 30), puis soigneusement parachevées par un cordon de mastic acrylique blanc sur les parements apparents.

8.2.3 BLOCS-PORTES

8.2.3.1 BLOCS-PORTES A ÂME PLEINE CLASSIQUE

Fourniture et pose de blocs-portes à âme pleine. Les portes battantes sont montées sur des paumelles (3 Paumelles/porte).

Composition des blocs-portes pleins :

- Huisserie en bois dur venant en recouvrement des cloisons ;
- Vantail à âme pleine de 40 mm ;
- Portes 2 faces à peindre (ou stratifiées) ;
- Ferme-porte hydraulique avec compas et force de fermeture réglable (quand nécessaire) ;
- Garniture comprenant béquille en aluminium avec serrure à canon (fourni avec 3 jeux de clés) ou serrure de condamnation pour les WC ;

- Butoirs de portes mural ou de sol en aluminium anodisé de Ø 38 mm ;

8.2.3.1.1 DIMENSION : 2040 X 930 MM

Fourniture et pose de blocs-portes de dimension : 2040 x 930 mm

Localisation : cf plans

8.2.3.1.1 DIMENSION : 2040 X 1400 MM

Fourniture et pose de blocs-portes de dimension : 2040 x 1400 mm

Localisation : 2^e porte sas

8.2.3.2 BLOCS-PORTES A AME PLEINE EI 30

Fourniture et pose de blocs-portes à âme pleine coupe-feu ½ heure.

Les portes battantes sont montées sur des paumelles (3 Paumelles/porte).

Composition des blocs-portes pleins EI 30 :

- Huisserie en bois dur venant en recouvrement des cloisons ;
- Vantail à âme pleine de 40 mm ;
- Portes 2 faces à peindre (ou en stratifié) ;
- Résistance au feu : EI 30 ;
- Ferme-porte hydraulique avec compas et force de fermeture réglable ;
- Garniture comprenant béquille en aluminium avec serrure à canon (fourni avec 3 jeux de clés) ;
- Bandeau ventouse pour les portes sous contrôle d'accès ;
- Butoirs de portes mural ou de sol en aluminium anodisé de Ø 38 mm ;

8.2.3.2.1 DIMENSION : 2040 X 930 MM

Fourniture et pose de blocs-portes de dimension : 2040 x 930 mm

Localisation : locaux à risque (archives, fournitures, ménage)

8.2.3.2.1 DIMENSION : 2040 X 1400 MM

Fourniture et pose de blocs-portes de dimension : 2040 x 1400 mm

Localisation : locaux à risque (archives, fournitures, ménage) + porte sas + porte accès principal

8.2.3.3 BLOC-PORTE COULISSANTE EN APPLIQUE À ÂME PLEINE CLASSIQUE

Fourniture et pose d'un bloc-porte coulissante en applique, à âme pleine à performance acoustique renforcée, destinée à améliorer le confort phonique entre bureaux.

Composition minimale du bloc-porte :

- Rail en aluminium extrudé laqué ou anodisé, fixé en applique sur paroi, avec système de guidage silencieux et roulettes à roulement à billes anti-vibrations ;
- Vantail à âme pleine acoustique, densité > 600 kg/m³, épaisseur 40 mm minimum, avec isolation interne (panneau sandwich ou isolant haute densité) ;
- Classement Rw ≥ 30 dB
- Poignée encastrée en aluminium ou inox brossé, préhension aisée conforme accessibilité PMR ;
- Système de fermeture renforcé par pression latérale ou joint magnétique en fin de course, pour améliorer l'étanchéité phonique ;
- Butée d'arrêt intégrée en fin de course sur rail ;
- Joints périphériques intégrés (latéraux et supérieur) en matériau souple haute résilience, sans gêner la manœuvre du vantail ;
- Habillage bois

Les teintes, finitions et matériaux seront soumis à validation MOE/MOA.

Une notice de pose, d'entretien seront remis au DOE.

8.2.3.3.1 DIMENSION : 2100 X 1100 MM

Fourniture et pose de blocs-portes coulissants en applique de dimension : 2100 x 1100 mm

Localisation : entre bureau Direction et bureau Assistant de Direction

8.2.4 QUINCAILLERIE

8.2.4.1 ARTICLES DE QUINCAILLERIE COURANTE

La nature et la qualité des quincailleries seront conformes aux normes NFP et EN applicables.

Les dimensions, le nombre et le mode de fixation des quincailleries doivent être choisis en fonction des efforts qui les sollicitent.

La pose des quincailleries courantes sera généralement faite par vis avant pose, les pièces mobiles des articles de quincailleries seront lubrifiées.

Les articles de quincailleries courantes sont les suivants :

- Serrure (cylindre à profil européen, serrure bec de cane à condamnation pour les WC) ;
- Béquilles et garnitures de portes ;
- Seuils de portes ;
- Butées de portes ;

Les portes sous contrôle d'accès seront équipées de gâches électriques. Elles seront fournies par le titulaire du lot ELECTRICITE. La pose sera effectuée par le présent lot.

Localisation : porte accès principal + portes sas + porte escalier de secours

8.2.4.2 FERMES-PORTES A COMPAS

Fourniture et pose de fermes-portes hydrauliques avec compas de chez DORMA ou équivalent.

Localisation : Toutes les portes coupe-feu

8.2.4.2.1 FERMES-PORTES POUR PORTE 1 VANTAIL

Ferme-porte pour blocs portes de 2040 x 930 mm

Localisation : selon localisation des portes

8.2.4.2.2 FERMES-PORTES POUR PORTE 2 VANTAUX

Ferme-porte pour blocs portes de 2040 x 1400 mm

Localisation : selon localisation des portes

8.2.4.3 BARRES ANTI PANIQUE

Fourniture et pose de barres anti panique conformes EN 1125, catégorie d'utilisation 4, effort de déclenchement ≤ 80 N, finition inox satiné. Déverrouillage électrique asservi au SSI pour la porte d'escalier de secours.

8.2.4.4 AMENAGEMENT ESPACE CUISINE / REPAS

Le plan de travail de la cuisine sera réalisé sur mesure et revêtu de mélanine blanche. Pour ce qui concerne la composition se référer au plan de détail annexé au DCE.

Localisation : espace de détente cf plans

8.2.5 PLINTHES BOIS

Fourniture et pose de plinthes avec fixations appropriées au support (cloisons sèches ou maçonnerie). Joint acrylique de finition entre la plinthe et la paroi. Les plinthes seront à peindre par le lot PEINTURE. - Dimension : dito existant.

Localisation : Sur l'ensemble des parois verticales du projet à l'exception de l'intérieur du local informatique, local fournitures, local ménage, archives.

8.2.6 STORES INTÉRIEURS

8.2.6.1 GENERALITES

Le présent article concerne la fourniture et pose de stores à bandes verticales dans l'ensemble des locaux concernés par le projet, à usage de bureaux.

Ces stores auront pour fonction de moduler la lumière naturelle, d'améliorer le confort visuel des utilisateurs et de répondre aux prescriptions réglementaires de sécurité et d'accessibilité.

Les stores seront installés en applique plafond ou en tableau selon configuration des baies vitrées. Aucune manœuvre électrique n'est prévue dans le cadre du présent marché.

8.2.6.2 FOURNITURE ET POSE DE STORES A BANDES VERTICALES

Des stores intérieurs à bandes verticales seront fournis et posés sur l'ensemble des baies vitrées des locaux de bureau, conformément aux prescriptions suivantes :

- Type de store : à bandes verticales orientables manuellement
- Largeur des bandes : 127 mm (standard bureau)
- Tissu : toile polyester ou fibre de verre, classement au feu M1 ou B-s2,d0
- Opacité : tissu tamisant (limitation de l'éblouissement sans occultation totale)
- Coloris : teinte claire (blanc cassé ou gris clair RAL < 7500K), à valider par la Maîtrise d'Œuvre
- Rail : en aluminium extrudé laqué blanc, discret, fixation invisible
- Fixation : en plafond ou en tableau selon configuration (vérification sur site obligatoire)
- Manœuvre : cordon et chaînette, avec dispositif de sécurité enfants conforme à la norme EN 13120
- Commandes : situées à hauteur réglementaire, force de manœuvre < 50 N conformément à l'arrêté du 20 avril 2017 (accessibilité)

Les stores seront parfaitement alignés, horizontaux, sans tension excessive ni affaissement.

Aucune lame ne devra venir obstruer le mouvement des ouvrants.

Les dimensions seront prises sur site par l'entreprise avant commande.

Un échantillon (rail + bande textile) devra être présenté à la MOE et au MOA pour validation avant fabrication en série.

8.2.6.3 ENTRETIEN ET GARANTIE

Le titulaire du présent lot fournira :

- Une notice d'entretien des stores posés,
- Une garantie de bon fonctionnement d'une durée minimum de 2 ans, couvrant tout défaut de manœuvre ou d'usure prématurée,
- Le remplacement à ses frais de tout store ou composant défaillant dans le cadre de la garantie.

Localisation : Toutes les baies vitrées des locaux de bureaux figurant aux plans du dossier marché.

Le nombre et le type de stores seront précisés par l'entreprise dans son offre et confirmés après relevés sur site.